

El Moudjahid – 7 février

## **10e réunion des ministres de l'agriculture des pays membres du CIHEAM : La sécurité alimentaire en Méditerranée, tributaire de l'agriculture familiale et de l'investissement**

La 10e réunion des ministres de l'Agriculture des 13 Etats membres du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) et les chefs de délégations tenue à Alger depuis mardi dernier a été clôturée jeudi par une série de recommandations.

La 10e réunion des ministres de l'Agriculture des 13 Etats membres du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) et les chefs de délégations tenue à Alger depuis mardi dernier a été clôturée jeudi par une série de recommandations.

Ces derniers ont constaté les progrès accomplis au cours des dernières années dans le renforcement du développement agricole, alimentaire et rural dans la région méditerranéenne, grâce aux politiques nationales menées par les Etats mais également à travers les outils de coopération mis en œuvre par les organisations internationales.

La sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions doit représenter, a souligné les membres du CIHEAM «un pilier fondamental de la coopération régionale dans la région méditerranéenne et illustrer le degré d'interdépendance entre les pays riverains, il est dans notre intérêt de renforcer la coopération méditerranéenne à travers les échanges d'expériences sur la politique agricole et alimentaire pour assurer une meilleure maîtrise des marchés des produits alimentaires ainsi que la complexité à pouvoir construire une meilleure sécurité alimentaire en méditerranée dans un contexte où les contraintes sont multiples (entre autres, la rareté de l'eau et de la terre, augmentation démographique) et où les défis à relever sont considérables à titre indicatif l'amélioration de la production en quantité et en qualité , croissance sociale. »

Les ministres ont constaté également que l'agriculture, l'alimentation et le développement des territoires ruraux représentent des questions stratégiques pour la stabilité des Etats du CIHEAM , le bien être quotidien des population et que toutes les formes d'agriculture s'avèrent nécessaires pour relever le défi de la sécurité alimentaire mondiale, sans oublier les contribution tout aussi déterminantes, des secteurs de la pêche, de l'agriculture et de la forêt.

Ils ont souligné d'autre part que l'année 2014 est l'année internationale de l'agriculture familiale, qui doit mettre en évidence le potentiel de ces agricultures à contribuer à la sécurité alimentaire, ainsi que celle de la conférence internationale FAO-OMS sur la nutrition ICN2 Concernant l'année 2015 , elle sera marquée ont annoncé les ministres «par des rendez vous internationaux importants, notamment avec le 20e anniversaire de la déclaration de Barcelone , qui a enclenché en novembre 1995 le partenariat euro-méditerranéenne, le bilan des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et la définition de l'agenda global post 2015, avec notamment la mise à jour de la stratégie méditerranéenne de développement durable SMDD, l'exposition universelle de Milan sur le thème «Nourrir la planète, une énergie pour la vie» qui aura lieu de mai à octobre 2015, ainsi que la 21e conférence des parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques CCUCC et la 11e session de la réunion des parties au protocole de Kyoto qui se tiendra à Paris en décembre 2015».

### **Avancer sur la question de la sécurité alimentaire**

Lors de cette rencontre les ministres de l'Agriculture des pays membres du CIHEAM ont demandé aux pays méditerranéens d'avancer sur la question de la sécurité alimentaire en Méditerranée au plan national et de faire avancer la coopération agricole régionale, notamment à travers le CIHEAM, pour la rendre efficace et permanente mais aussi de la reclasser au centre des relations diplomatiques entre les pays riverains , de mener des politiques nationale et régionale de

développement agricole, agroalimentaire et rural, prenant en considération la protection de la diversité génétique et les stratégies alimentaires écologiquement et socialement responsable, afin de renforcer la production, la productivité, la qualité et la sécurité alimentaire de leur citoyens et de soutenir les producteurs agricole.

Ceci ont t-ils ajouté permettra «d’assurer un niveau suffisant de traçabilité des produits et la valorisation de certains produits agricoles en particulier les cultures riches en protéines et les céréales, par l’industrie au sein de filières organisées, l’amélioration des moyens et des conditions de transport, de stockage et de traitement des produits agricole et agroalimentaires ». Les ministres ont insisté sur la nécessité d'encourager l'investissement et de développer le partenariat entre les secteurs public et privé et les entreprises nationales et étrangères, en vue d’un meilleur rendement agricole, la nécessité de soutenir l'agriculture familiale en vue d'améliorer l'accès à une nourriture décente, du point de vue quantité et qualité, d'encourager le développement local, de préserver les forêts et de coordonner les politiques régionales visant à consolider le rôle des zones de pêche.

Les recommandations ont mis aussi l'accent sur la nécessité d'encourager également le réseau d'échange des données des marchés agricoles méditerranéens visant l'échange d'expériences en matière des banques de données nationales des marchés agricoles. Ils se sont engagés à mettre en œuvre l'initiative du programme de voisinage européen pour le soutien de l'agriculture et du développement rural, lancé en 2012 et les accords régionaux, à travers la mise en place des normes liées au domaine phytosanitaire selon les caractéristiques de chaque pays, outre le soutien du réseau méditerranéen de l'agriculture organique relevant du CIHEAM. Par ailleurs, l'Union Européenne (UE) s'est engagée à développer les domaines de l'agriculture et de l'alimentation ainsi que les zones rurales méditerranéennes, en soutenant les travaux de recherches et de coopération, outre l'exploitation du programme cadre de recherche «horizon 2020» et de l'initiative du programme de voisinage européen de soutien de l'agriculture et du développement rural.

L'UE, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le CIHEAM examinent la possibilité d'établir un programme de coopération stratégique pour soutenir l'agriculture, l'alimentation et le développement rural durable dans le Bassin méditerranéen. De son côté, le CIHEAM s'est engagé à poursuivre ses efforts en matière de recherche, de dialogue et de coopération régionale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural à travers notamment la création de forums et d'une commission régionale ad hoc composée de hauts responsables et d'observatoires nationaux chargés du contrôle des marchés et de la sécurité alimentaire.

Les ministres de l'Agriculture des pays membres du CIHEAM ont examiné lors de cette réunion les questions de lutte contre le gaspillage alimentaire qui coûte à l'économie mondiale 750 milliards d'euros par an ainsi que la gestion des ressources (eau et terres).

**Makhlouf Aït Ziane**

---

## **A propos du CIHEAM**

Le CIHEAM est une organisation intergouvernementale créée en 1962 afin de promouvoir la coopération multilatérale en méditerranée dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, des territoires ruraux et de l'environnement dans le but de répondre aux besoins de développement dans la région.

Elle regroupe 13 pays, en l'occurrence l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Egypte, le Liban, Malte,

l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Turquie et l'Albanie.  
M.A.ZOri